

## Vers l'autonomie

« Tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi. »  
(Gandhi)

Le sujet moderne est réputé autonome – à tel point que l'on pourrait qualifier la modernité comme synonyme du projet et du progrès de l'autonomie du sujet – mais cette autonomie est très largement théorique, abstraite et fictive. Pour faire bref, il s'agit essentiellement d'une autonomie juridique, économique et politique liée à l'extension de l'État et du marché garanti par le droit – et donc d'une autonomie assujettie au couple moderne de l'État de droit et de la société de marché (abusivement nommée « société civile ») : « C'est l'État qui, à mesure qu'il a pris de la force, a affranchi l'individu des groupes particuliers et locaux qui tendaient à l'absorber : famille, cité, corporation etc. L'individualisme a marché dans l'histoire du même pas que l'étatisme », notait Émile Durkheim il y a un siècle[1]

En remarquant au passage que l'État a absorbé la cité (c'est-à-dire la polis, la société politique, civile au sens propre, c'est-à-dire la démocratie), on peut mettre en doute la possibilité même d'une démocratie étatique – l'État, forcément bureaucratique, ne pouvant au mieux qu'être une démocratie dite représentative, c'est-à-dire une oligarchie (qu'elle soit de caractère aristocratique, technocratique ou ploutocratique) élective – mais en aucun cas une démocratie authentique, c'est-à-dire, directe (si tant est que l'on tienne à la définition de la démocratie comme gouvernement du peuple et par le peuple et non seulement pour le peuple).

Pour le dire avec l'art elliptique de Michel Foucault il y a quatre décennies, « ce sont les relations d'assujettissement effectives qui fabriquent des sujets. »[2] *Ite missa est.* Mais en citant le début de cette fameuse phrase, nous verrons que nous pourrions explorer des pistes d'émancipation, c'est-à-dire de désassujettissement, réelles – et expérimenter que, de même que l'assujettissement politique passe par l'assujettissement pratique – le biopouvoir qui s'exerce sur les corps et les territoires – le désassujettissement politique passe par le désassujettissement pratique – une biopolitique et une écopolitique qui libère les corps et les territoires : « Ne pas demander aux sujets comment, pourquoi, au nom de quel droit ils peuvent accepter de se laisser assujettir, mais montrer comment ce sont les relations d'assujettissement effectives qui fabriquent des sujets. »

Autrement dit, il faut étudier pour les subvertir et s'en libérer les dispositifs concrets de normativité qui passent par l'emprise non seulement sur les esprits mais avant tout sur les corps. Prenons un cas contemporain très concret, celui de l'industrie nucléaire. Par le déploiement technologique et sécuritaire qu'elle requiert, cette production énergétique implique un assujettissement concret des corps par l'intermédiaire de l'État, par un double chantage à la nécessité de l'énergie et à la menace qu'elle fait peser sur les corps. Le choix étatique de l'énergie nucléaire implique nécessairement la fabrication de sujets soumis au Janus risque-sécurité.

Pour fabriquer, non pas des sujets, mais des citoyens au sens plénier, antique, pour jouir d'une liberté politique qui ne soit pas une démocratie de papier (ou électronique), il faudra mettre en place des relations effectives de non-assujettissement et donc avant tout de désassujettissement. C'est-à-dire reconquérir une autonomie, non pas théorique, abstraite, fictionnelle – mais pratique, concrète, réelle. Une autonomie ancrée dans la réalité sociale et environnementale locale. Une autonomie enracinée dans la société et l'écologie locales. C'est-à-dire, avant tout, une autonomie énergétique et économique

écologiquement soutenable, base de toute autonomie politique possible – locale, communale, régionale, nationale, continentale, intégrée dans le meilleur des mondes possibles dans un système fédéral intégral. Mais loin d’attendre que ce système fédéral soit imposé par le haut (auquel cas il ne serait plus tant fédéral qu’impérial, quelle que soit le nom dont on l’affublerait), pour qu’un véritable fédéralisme par le bas (c’est-à-dire, à strictement parler, un confédéralisme qui peut aller, théoriquement, du niveau local au niveau mondial) puisse se déployer, encore faut-il qu’il y ait des bases, des fondations, à partir desquelles il puisse se déployer – c’est-à-dire, des territoires autonomes.

Le premier combat en faveur d’une politique réelle, c’est-à-dire d’une démocratie réelle, est celui en faveur de cités libres, de polis autonomes, lesquelles, comme l’avait noté Aristote, ne peuvent et donc ne doivent pas dépasser une certaine taille pour pouvoir conserver leur liberté politique, c’est-à-dire pour pouvoir être des démocraties directes. On connaît généralement bien sa définition de la polis : « La cité est une communauté d’égaux en vue d’une vie qui soit potentiellement la meilleure. »[3]

Mais on oublie généralement certaines conditions pour qu’une cité soit réellement une cité – et non un État – et notamment la question de la taille : pas de cité libre – et pas de démocratie possible – au-delà d’une certaine taille. Pour Aristote, la cité est une communauté capable de vivre en autarcie, c’est-à-dire en autosuffisance économique, et dont la fin est de permettre à ses citoyens de mener une vie heureuse : « Ce qui définit la cité, c’est la communauté vouée à la vie bonne qui règne entre les familles et entre les groupements de familles, et qui a pour fin une existence parfaite, se suffisant à elle-même. (...) On peut donc dire que la fin de la cité, c’est la vie bonne, et que toutes ces institutions, pour leur part, existent en vue de la fin. Une cité c’est une communauté qui se réalise entre groupements de familles ou entre villages pour une vie achevée et suffisante à elle-même, autrement dit pour une vie heureuse et honnête.»[4]

Donc, de même qu’il oppose la démesure chrématistique (la recherche du profit, qu’on appellerait aujourd’hui capitaliste) à la mesure économique, la démesure étatique, bureaucratique et technocratique s’oppose à la mesure politique, à la république, au bien commun.

Comme le soulignent aujourd’hui Louis Marion ou André Danet dans leurs remarquables essais[5], si le monde de la domination étatique, technocratique et capitaliste est un, il faut recouvrer une autonomie politique, technique et économique pour en sortir et construire une société autonome – contre l’État, contre le Capital, contre le Marché, contre la Technique. Pour sortir de la « Grande Transformation » jadis analysée par Karl Polanyi comme désenchantement et autonomisation de l’économie vis-à-vis des sociétés permettant le déploiement du capitalisme marchand, industriel et financier[6], il faut passer à une « Grande Transition », pour reprendre l’expression de Michael Lewis et Pat Conaty, qui réenchâsserait économie et technologie non seulement dans le bien commun des sociétés mais également dans les limites écologiques écosystémiques de la biosphère[7].

Autosuffisance énergétique, agriculture soutenable, économie de proximité..., les possibilités concrètes et les « utopies réalisables »[8] ne manquent pas pour « rendre au peuple sa puissance »[9]. Tout l’enjeu – et toute la difficulté – est de réaliser ces possibilités partout, là où nous sommes, ici et maintenant, où que possible et dès que possible – à l’heure où les États en crise sont prêts à écraser toutes les zones à défendre contre un capitalisme en crise – contre un capitalisme qui est lui-même la crise.

**Falk van Gaver**

Ce texte est la version longue et brute d'un article paru dans Limite N. 3 - 2016.

[1] L'État et la société civile, 1916

[2] « Il faut défendre la société », Cours au Collège de France, séance du 21 janvier 1976.

[3] Politique, VII

[4] Politique, III

[5] Louis Marion, Comment exister encore ? Capital, techno-science et domination, Écosociété, 2015 ; André Danet, Finir la révolution ! La société autogérée pour sortir de la crise, Éditions de l'Épervier, 2015

[6] La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps (1944), 1983

[7] Michael Lewis, Pat Conaty, Impératif Transition. Construire une économie solidaire, Écosociété, 2015

[8] Yona Friedman, Utopies réalisables (1975), L'éclat / poche, 2015

[9] Lewis Dartnell, À ouvrir en cas d'Apocalypse. Petite Encyclopédie du savoir minimal pour reconstruire le monde, Jean-Claude Lattès, 2015